

---

Ces affinités ont suivi en partie les lignes linguistiques. Ainsi, les missionnaires canadiens francophones catholiques se sont surtout intéressés à l'Afrique de l'Ouest et à l'Afrique centrale, et les missionnaires canadiens anglophones protestants se sont surtout établis dans l'Afrique du Commonwealth. Il s'agissait là de pôles naturels. Ceci n'a certainement pas empêché, par exemple, des missionnaires francophones de s'établir au Lesotho ou des missionnaires anglophones d'oeuvrer en Mauritanie. Cela n'a pas empêché des Canadiens d'agir ailleurs que dans les parties anglophones ou francophones d'Afrique. Ainsi, des Canadiens ont joué un rôle majeur dans la mise sur pied du système d'éducation en Éthiopie. Encore récemment, deux Canadiennes, des missionnaires médicales, ont reçu l'Ordre du Canada en signe d'appréciation du travail qu'elles ont héroïquement accompli en Angola en dépit de la guerre qui y sévissait.

En marge de l'action des missionnaires, les milieux d'affaires canadiens s'intéressaient également à l'Afrique. Par exemple, la société Alcan a commencé à travailler en Guinée alors que ce pays était encore une colonie française, et nous avons ouvert un bureau commercial à l'ancienne Léopoldville en 1947.

À mesure que les pays africains sont devenus des États indépendants, le Canada leur a accordé sa reconnaissance diplomatique, à commencer par le Ghana en 1957. Ce fut ensuite le cas d'autres pays membres du Commonwealth, puis des anciennes colonies françaises et belges. Avec l'apparition d'un grand nombre de nouveaux États africains dont la langue officielle était le français, la composante francophone a commencé à jouer un rôle croissant dans notre politique étrangère, en parallèle avec la composante Commonwealth. C'est en effet à cette époque que le fait français a connu au Canada une période de renaissance, et notre désir d'ouverture sur le monde s'est traduit par un grand intérêt à l'endroit de l'Afrique. Le Canada a donc commencé à établir en Afrique un réseau d'ambassades et de hauts-commissariats, et à accueillir des missions diplomatiques africaines. Ces nouveaux liens politiques ont servi à chapeauter et à stimuler des échanges qui avaient déjà commencé à se manifester depuis des décennies sur la base de nos affinités naturelles.

Il s'agissait alors de structurer une politique canadienne à l'égard de l'Afrique. Comme les nouveaux pays africains connaissaient des besoins pressants sur le plan de leur développement économique et social, besoins auxquels le témoignage des missionnaires nous avait amplement sensibilisés, il était normal que l'action du Canada se concentre d'abord dans ce domaine. Mais il n'a pas été le seul.

Ainsi, le Canada a aidé les nouveaux régimes africains à prendre leur place dans le concert des nations, en facilitant leur accès aux divers organismes internationaux. Il a aussi participé à la première mission de paix des Nations Unies à l'ex-Congo. Déjà membre du Commonwealth, le Canada a adhéré aux grandes institutions de la Francophonie, qu'il a souvent contribué à mettre sur pied. Comme les pays africains forment la plus grande partie des divers organismes reliés au Commonwealth et à la Francophonie, le Canada y a trouvé un moyen efficace de consolider dans leur cadre ses liens